

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Antoine-Labelle

Code géographique : AR790

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mylène Mayer, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Antoine-Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-06-20

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité Régionale de Comté d'Antoine-Labelle,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité Régionale de Comté d'Antoine-Labelle (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité Régionale de Comté d'Antoine-Labelle au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité Régionale de Comté d'Antoine-Labelle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Par

Caroline Richer, CPA auditeur, CA
Mont-Laurier, Québec

DATE 2019-06-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
	<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus			
Taxes	1		
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	2 945 696	2 860 139
Transferts	4	4 871 530	3 901 502
Services rendus	5	1 630 640	1 512 481
Imposition de droits	6	2 800	2 675
Amendes et pénalités	7	406 659	359 445
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	328 251	252 879
Autres revenus	10	262 701	456 697
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	10 448 277	9 345 818
Charges			
Administration générale	14	4 826 578	3 226 876
Sécurité publique	15	224 606	69 902
Transport	16	144 401	314 820
Hygiène du milieu	17	63 379	75 668
Santé et bien-être	18	18 366	52 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 474 540	4 108 937
Loisirs et culture	20	832 288	692 910
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	42 762	49 578
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	9 626 920	8 590 691
Excédent (déficit) de l'exercice	25	821 357	755 127
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	7 860 674	7 105 547
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(19)	
Solde redressé	28	7 860 655	7 105 547
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	8 682 012	7 860 674

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 509 943	5 529 313
Débiteurs (note 5)	2	1 526 577	1 179 936
Prêts (note 6)	3	5 206 871	4 236 438
Placements de portefeuille (note 7)	4	120	1 045 383
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 243 511	11 991 070
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 666 063	1 670 300
Revenus reportés (note 12)	12	1 993 626	2 091 190
Dette à long terme (note 13)	13	5 181 816	5 149 607
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	8 841 505	8 911 097
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	3 402 006	3 079 973
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	5 258 199	4 755 292
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 807	25 409
	21	5 280 006	4 780 701
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	8 682 012	7 860 674

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1		821 357	755 127
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	760 146)	(41 960)
Produit de cession	3		140	83
Amortissement	4		256 127	286 396
(Gain) perte sur cession	5		972	789
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(502 907)	245 308
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		3 602	(4 356)
	11		3 602	(4 356)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		(19)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14		322 033	996 079
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		3 079 973	2 083 894
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		3 079 973	2 083 894
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		3 402 006	3 079 973

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	821 357	755 127
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	256 127	286 396
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(8 958)	789
- Mauv. créances (recouvrées)	4	(24 178)	14 869
	5	1 044 348	1 057 181
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(346 641)	548 732
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(4 237)	192 547
Revenus reportés	9	(97 564)	1 200 041
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	3 602	(4 356)
	14	599 508	2 994 145
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(760 146)	(41 960)
Produit de cession	16	140	83
	17	(760 006)	(41 877)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(2 215 312)	(1 324 399)
Remboursement ou cession	19	1 278 867	1 013 889
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	(138 361)
Cession	21	1 045 383	
	22	108 938	(448 871)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	377 460	129 604
Remboursement de la dette à long terme	24	(345 251)	(326 806)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	32 209	(197 202)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(19 351)	2 306 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 529 313	3 223 118
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(19)	
Solde redressé	33	5 529 294	3 223 118
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	5 509 943	5 529 313

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité Régionale de Comté a été constituée par décret du gouvernement du Québec en vertu de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Municipalité Régionale de Comté ainsi que ceux du CLD de la MRC d'Antoine Labelle et de la Coopérative de solidarité de télécommunication d'Antoine-Labelle, lesquels sont consolidés ligne par ligne.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité Régionale de Comté utilise la méthode de comptabilité d'exercice en conformité avec le manuel de la présentation de l'information financière municipale. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés dans l'exercice où ont lieu les transactions et les faits.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité Régionale de comté du CLD et de la CTAL, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

Constatation des apports et des revenus

Le Centre local de développement de la MRC d'Antoine-Labelle inclus dans le périmètre comptable de la municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où ces charges sont engagées.

Constatation des produits autres que les paiements de transfert

La Municipalité Régionale de comté, le CLD et la CTAL constatent leurs produits lorsqu'il existe une preuve suffisante qu'une entente est survenue, que les services ont été rendus et qu'il n'y a aucune incertitude quant à leur acceptation, que le montant est fixé ou mesurable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Municipalité Régionale de Comté, le CLD et la CTAL présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

Placements

Les placements temporaires portent intérêts aux taux de 0,85% et sont rachetables en tout temps.

b) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire et les périodes suivantes:

Infrastructure	40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, elle n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. Elle réduit également le poste investissement net dans les éléments à long terme.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

CLD D'Antoine Labelle

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées indiquées ci-dessous:

Ameublement et équipement: 5 ans
Matériel informatique: 3 ans

Coopérative de solidarité de télécommunication D'Antoine Labelle

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif et les taux indiqués ci-dessous:

Équipement de bureau: 20 %
Matériel informatique: 30 %

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, elle n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. Elle réduit également le poste investissement net dans les éléments à long terme.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité Régionale de comté et le CLD bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où les organismes bénéficieront des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S/O

D) Passifs

Le Municipalité régionale de Comté a une dette à long terme envers le Ministère des Finances et de l'Économie constituée de prêts octroyés par ce dernier dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). La MRC a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. La MRC utilise ces fonds en les investissant en placements à long terme ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Un revenu reporté est alors comptabilisé et il est amorti au fur et à mesure

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

que les stipulations sont respectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective. De plus, il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable. Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective. De plus, il n'y a eu aucun actif éventuel au cours de l'exercice.

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380 Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective. De plus, il n'y a aucune droit contractuel au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 509 943	5 529 313
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 5 509 943	5 529 313
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 4 255 287	4 502 648
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 019 578	598 904
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 14 845	13 242
Organismes municipaux	15 124 306	29 000
Autres		
- Divers et intérêts	16 367 848	538 790
-	17	
	18 1 526 577	1 179 936
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 50 912	66 760
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 50 912	66 760
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25 100 000	100 000
Autres		
-	26 5 106 871	4 136 438
-	27	
	28 5 206 871	4 236 438
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		
Prêts à des entreprises portant intérêts à des taux variant de 0 % à 10 %.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	120
Autres placements	31	1 045 383
	32	1 045 383
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 045 383
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	180 979	169 356
Régimes de retraite des élus municipaux	42	5 317	3 083
	43	186 296	172 439

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Municipalité Régionale de Comté détient une marge de crédit d'un montant autorisé de 24 236 900 \$ dans le cadre du projet Brancher Antoine-Labelle. Elle porte intérêts au taux de base moins 0.25 %. Au 31 décembre, la marge était inutilisée et le taux de base était de 3.95 %.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	875 786	792 492
Salaires et avantages sociaux	48	291 668	281 871
Dépôts et retenues de garantie	49	28 691	14 307
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Quebec	53	6 609	6 612
- Intérêts courus	54	9 120	11 746
- Autres courus	55	387 380	513 210
- Organismes municipaux	56	66 809	50 062
-	57		
	58	1 666 063	1 670 300

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Subventions reportées	68	1 993 626	2 089 375
- Frais de gestion FLI	69		1 815
-	70		
-	71		
	72	1 993 626	2 091 190

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,33	7,64	2019	2028	73	1 449 121	1 641 409
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	3 495 235	3 495 235
Organismes municipaux					78		2 963
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	237 460	10 000
					81	5 181 816	5 149 607
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	()	()
					83	5 181 816	5 149 607

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2018
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	995 963	100	109	12 460	117	1 008 423
2020	85	93	233 698	101	110		118	233 698
2021	86	94	83 819	102	111		119	83 819
2022	87	95	135 641	103	112		120	135 641
2023	88	96		104	113		121	
2024 et +	89	97		105	114	3 720 235	122	3 720 235
	90	98	1 449 121	106	115	3 732 695	123	5 181 816
Intérêts et frais accessoires				107	()		124	()
	91	99	1 449 121	108	116	3 732 695	125	5 181 816

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme comprennent les versements exigibles, de même que les soldes à renouveler.

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	3 402 006	3 079 973
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	3 402 006	3 079 973

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160		187		214		
Autres	133	4 405 931	161	188		215		4 405 931
Réseau d'électricité	134		162	189		216		
Bâtiments	135	2 549 618	163	190		217		2 549 618
Améliorations locatives	136		164	191		218		
Véhicules	137		165	192		219		
Ameublement et équipement de bureau	138	1 349 551	166	63 619	193	3 450	220	1 409 720
Machinerie, outillage et équipement divers	139		167	194		221		
Terrains	140	222 000	168	195		222		222 000
Autres	141		169	196		223		
	142	<u>8 527 100</u>	170	<u>63 619</u>	197	<u>3 450</u>	224	<u>8 587 269</u>
Immobilisations en cours	143		171	696 527	198		225	696 527
	144	<u>8 527 100</u>	172	<u>760 146</u>	199	<u>3 450</u>	226	<u>9 283 796</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173	200		227		
Eaux usées	146		174	201		228		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147		175	202		229		
Autres	148	1 755 917	176	110 148	203	230		1 866 065
Réseau d'électricité	149		177	204		231		
Bâtiments	150	830 970	178	63 741	205	232		894 711
Améliorations locatives	151		179	206		233		
Véhicules	152		180	207		234		
Ameublement et équipement de bureau	153	1 184 921	181	82 238	208	2 338	235	1 264 821
Machinerie, outillage et équipement divers	154		182	209		236		
Autres	155		183	210		237		
	156	<u>3 771 808</u>	184	<u>256 127</u>	211	<u>2 338</u>	238	<u>4 025 597</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>4 755 292</u>					239	<u>5 258 199</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	21 807	25 409
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	21 807	25 409
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La M.R.C.A.L. s'est engagée à verser des droits d'auteur à un artiste pour la signature visuelle de la MRC soit; «Je suis de lacs et de rivières, je suis de gibier, de poissons». Les montants à verser en vertu de cet engagement au cours des prochaines années sont répartis comme suit:

de 2019 à 2024: 1 000 \$/année

Conformément à des contrats de location-exploitation à long terme expirant de 2019 à 2022 concernant des baux pour des locaux et des baux pour location d'équipement de bureau, les versements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont répartis comme suit:

- Location de locaux administratifs - Rivière-Rouge:
2019: 5 040 \$

- Loyer de la Gare de Rivière-Rouge:
2019: 3 600 \$
2020: 3 600 \$
2021: 3 600 \$
2022: 3 600 \$

- Location de photocopieur:
2019: 3 748 \$
2020: 3 748 \$
2021: 2 811 \$

- Ententes et contrats d'entretien et autres
Conformément à des contrats d'entretien et de support de logiciels et autres ainsi qu'à des ententes d'honoraires reliés à différents projets, la MRC s'est engagée pour les versements minimums exigibles suivants:
2019: 76 489 \$
2020: 11 355 \$

- Parc linéaire:

Location du tronçon de l'emprise désaffectée du chemin de fer St-Jérôme - Mont-Laurier, auprès du gouvernement du Québec. Durée du bail de 60 ans, échéant le 15 juin 2054. Le coût est de 50 \$ pour toute la durée du bail. La M.R.C. s'engage à régir un complexe récréo-touristique (parc linéaire) et par la suite sera responsable de l'exploitation et de l'entretien.

Engagements du CLD

Fonds de fonctionnement:

À la date des états financiers, l'organisme avait pris des engagements afin de verser des subventions pour un total de 60 000 \$ dans le cadre du programme d'économie sociale.

Fonds local d'investissement:

À la date de ses états financiers, l'organisme s'était engagé à prêter 450 000 \$ à différents organismes et sociétés privées.

Fonds local de solidarité:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

À la date de ses états financiers, l'organisme s'était engagé à prêter 400 000 \$ à différents organismes et sociétés privées.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

- Corporation du Parc Linéaire le P'tit Train du Nord

La M.R.C. a accepté, en conformité avec les dispositions de l'article 9 du code municipal (résolution MRC-CA-14756-10-18), de cautionner la Corporation du Parc Linéaire le P'tit Train du Nord pour un montant 16 667\$ pour une durée de un an.

- Coopérative de télécommunications d'Antoine-Labelle

Au cours de l'exercice, la CTAL a effectué deux demandes de prêts, un premier de 2 500 000 \$ et un deuxième de 250 000 \$ afin de financer le démarrage de ses opérations ainsi que l'acquisition des équipements nécessaires à ce démarrage. Ces demandes de financement sont conditionnelles à l'octroi d'un cautionnement par la MRC. Le conseil de la MRC a accepté par résolution de se porter caution pour ces deux prêts (résolutions MRC-CC-13232-03-19 et MRC-CC-13133-12-18) sous réserve de l'obtention de l'autorisation du Ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH). À la date des états financiers, l'autorisation du MAMH n'était toujours pas reçue.

Cautionnement du CLD

L'organisme a donné une caution en lien avec la signature d'un bail par la Maison de l'Entrepreneur d'Antoine--Labelle. L'organisme cautionne, en cas de défaut de paiement par la Maison de l'Entrepreneur d'Antoine--Labelle, jusqu'à 43 % du montant de loyer. De plus, toujours en lien avec le projet de la Maison de l'Entrepreneur d'Antoine--Labelle, l'organisme s'est engagé à leur verser un montant total de 200 000 \$ sur une période de 5 ans à raison de 40 000 \$ par année.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres**T.P.I.**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

En septembre 2014, la M.R.C a signée le renouvellement de l'entente concernant la gestion des territoires publics intramunicipaux avec le ministère des Ressources Naturelles. En vertu de cette entente, la MRC doit verser dans le fonds tous les revenus ou redevances provenant de la location, de l'aliénation, de la gestion, de la mise en valeur ou de l'exploitation du territoire d'application. Ce fonds, présenté à titre de fonds réservé, est destiné à soutenir financièrement les interventions et les activités de mise en valeur des terres et des ressources naturelles sur le territoire public visé.

Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

La M.R.C.A.L. a signé une entente de délégation de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État ainsi que sur la gestion des baux de villégiature avec le Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune, et ce sur le territoire de la M.R.C. En vertu de cette entente, la M.R.C. doit remettre 50% des sommes encaissées reliées à la gestion au Ministère. L'autre 50% des revenus sera gardées par la M.R.C. afin de couvrir les frais relatifs à cette gestion. À cette effet, la M.R.C. a créé un fonds destiné à soutenir financièrement les interventions et les activités de mise en valeur sur le territoire public visé.

En 2012, la M.R.C. a décidé de mettre en place, à même le fonds de mise en valeur du territoire, des fonds dédiés. Ces fonds dédiés représentent 87 % des surplus accumulés du fonds de mise en valeur du territoire et sont répartis de la manière suivante:

Parc linéaire (36 %): 88 743 \$

Développement culturel (15 %): 66 083 \$

Mise en valeur (Parcs régionaux, forêts de proximité et autres) (36 %): 244 039 \$

Fonds d'investissement économique

La M.R.C.A.L. a procédé au cours de l'année 2012 à la création d'un fonds d'investissement économique dans le but de rendre disponible rapidement des sommes afin de créer un incitatif auprès d'entreprises intéressées à s'établir dans la région. Ce fond devait être créé en partenariat avec le secteur privé, ce qui n'a jamais été fait. Les sommes amassées sont gardées par la MRC dans un fonds réservé. Des modalités d'attribution des sommes sont prévues via une politique adoptée par le conseil des maires du mois de mai 2012. Ce fonds a cumulé 33 333 \$ par année pendant trois ans, pour un total de 100 000 \$. Au 31 décembre 2016, les sommes non utilisées pouvaient être retournées aux municipalités, selon le prorata de leur participation initiale au Fonds en prenant en compte les intérêts accumulés. En 2017, le conseil des maires a décidé de prolonger l'existence de ce fonds jusqu'au 31 décembre 2018 (résolution MRC-CC-12734-11-17). Au cours de l'exercice 2018, le conseil des maires a accepté une résolution (MRC-CC-13054-10-18) qui affecte le montant détenu dans ce fond au projet de La Maison de l'Entrepreneur d'Antoine-Labelle selon les besoins, s'il y a lieu.

Fonds des parcs régionaux

La M.R.C.A.L. a signé, avec le ministère des Ressources Naturelle et de la Faune, le 12 juillet 2012, une entente de délégation gestion foncière des terres du domaine de l'état dans le parc régional du Poisson Blanc. Le 7 octobre 2015, une entente similaire a été signée relativement au parc régional de la Montagne du Diable. En vertu de ces ententes, la MRC doit verser dans le fonds tous les revenus provenant de l'aliénation, de la gestion et de la mise en valeur du territoire visé. Ces fonds doivent être utilisés pour des activités et des interventions de mise en valeur des parcs régionaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires. Le budget présenté constitue seulement le budget non consolidé adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	2 860 139	2 945 696	2 945 696			2 945 696
Transferts	4	3 860 042	2 636 608	4 579 469		1 242 374	4 856 685
Services rendus	5	1 559 555	1 448 775	1 677 261			1 630 640
Imposition de droits	6	2 675	2 500	2 800			2 800
Amendes et pénalités	7	359 445	230 000	406 659			406 659
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	246 426	29 000	314 801		13 450	328 251
Autres revenus	10	236 024	2 962	13 774		248 927	262 701
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 124 306	7 295 541	9 940 460		1 504 751	10 433 432
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15			14 845			14 845
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20			14 845			14 845
	21	9 124 306	7 295 541	9 955 305		1 504 751	10 448 277
Charges							
Administration générale	22	3 070 912	2 780 054	4 436 968	123 810	265 800	4 826 578
Sécurité publique	23	69 298	104 265	224 115	491		224 606
Transport	24	314 820	152 201	144 401			144 401
Hygiène du milieu	25	75 354	72 365	63 203	176		63 379
Santé et bien-être	26	52 000	18 479	18 366			18 366
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 917 019	3 195 689	3 237 901	17 307	1 231 111	3 474 540
Loisirs et culture	28	583 242	693 915	722 618	109 670		832 288
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	49 578	39 614	42 762			42 762
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	283 844		251 454 (251 454)		
	33	8 416 067	7 056 582	9 141 788		1 496 911	9 626 920
Excédent (déficit) de l'exercice	34	708 239	238 959	813 517		7 840	821 357

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	708 239	238 959	813 517	7 840	821 357
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	(14 845)	()	(14 845)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	708 239	238 959	798 672	7 840	806 512
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	283 844		251 454	4 673	256 127
Produit de cession	5	83		140		140
(Gain) perte sur cession	6	789		972		972
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	284 716		252 566	4 673	257 239
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	1 013 889		1 266 867	12 000	1 278 867
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			(9 930)		(9 930)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	12 369		(24 178)		(24 178)
	15	1 026 258		1 232 759	12 000	1 244 759
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	10 000			162 460	162 460
Remboursement de la dette à long terme	17	(311 488)	(329 516)	(329 403)	()	(329 403)
	18	(301 488)	(329 516)	(329 403)	162 460	(166 943)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(190 008)	(29 800)	(47 144)	(16 595)	(63 739)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	279 546		319 600		319 600
Excédent de fonctionnement affecté	21	207 316	396 625	207 034		207 034
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 293 767)	(276 268)	(1 481 451)		(1 481 451)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(996 913)	90 557	(1 001 961)	(16 595)	(1 018 556)
	26	12 573	(238 959)	153 961	162 538	316 499
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	720 812		952 633	170 378	1 123 011

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>		<u>Réalisations 2018</u>	
		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1			14 845	14 845
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(6 563)	(39 387)	(5 842)	(45 229)
Sécurité publique	3	(2 456)	()	()	()
Transport	4	()	()	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(27 270)	(704 284)	(10 633)	(714 917)
Loisirs et culture	8	(1 964)	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(38 253)	(743 671)	(16 475)	(760 146)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(1 313 899)	(2 215 192)	(120)	(2 215 312)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	119 604	215 000		215 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	190 008	47 144	16 595	63 739
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	1 162 144	2 000 192		2 000 192
	18	1 352 152	2 047 336	16 595	2 063 931
	19	119 604	(696 527)		(696 527)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	119 604	(681 682)		(681 682)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>		<u>2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 691 035	4 634 407	875 536	5 509 943
Débiteurs (note 5)	2	1 250 734	1 507 126	119 451	1 526 577
Prêts (note 6)	3	4 053 938	5 036 371	170 500	5 206 871
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 045 383		120	120
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	11 041 090	11 177 904	1 165 607	12 243 511
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 649 751	1 627 564	138 499	1 666 063
Revenus reportés (note 12)	12	1 666 522	1 629 749	363 877	1 993 626
Dette à long terme (note 13)	13	5 149 607	5 019 356	162 460	5 181 816
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	8 465 880	8 276 669	664 836	8 841 505
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	2 575 210	2 901 235	500 771	3 402 006
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	4 750 150	5 241 255	16 944	5 258 199
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19				
Autres actifs non financiers (note 17)	20	23 411	19 798	2 009	21 807
	21	4 773 561	5 261 053	18 953	5 280 006
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	319 600	394 639	227 766	622 405
Excédent de fonctionnement affecté	23	444 370	489 077	266 854	755 931
Réserves financières et fonds réservés	24	2 863 560	2 651 072		2 651 072
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(548 703)	(1 316 136)		(1 316 136)
Financement des investissements en cours	26		(681 682)		(681 682)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	3 172 538	3 993 046	25 104	4 018 150
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	7 348 771	8 162 288	519 724	8 682 012

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	2 707 635	2 590 615	3 306 738	2 940 144
Charges sociales	2	580 355	560 429	662 633	674 884
Biens et services	3	1 125 882	1 888 972	2 367 707	2 059 652
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	39 614	42 762	42 762	47 787
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec	6				
et ses entreprises	7				
D'autres tiers	8				
Autres frais de financement					1 791
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9				
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	1 989 168	2 018 418	1 201 815	1 771 024
Amortissement des immobilisations	14	323 328	251 454	256 127	286 396
Autres					
- Subvention restauration	15				424 264
- Autres et créances douteuses	16	290 600	1 789 138	1 789 138	274 752
- Remise de la cour municipale	17				109 997
	18	7 056 582	9 141 788	9 626 920	8 590 691

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	201 187
Autres revenus	3	9 930
	4	211 117
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	(24 178)
	7	(24 178)
Autres charges	8	653
	9	(23 525)
Excédent (déficit) de l'exercice	10	234 642

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	879 698
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	1 631
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	4 943 803
Provision pour moins-value	15	(437 398)
	16	4 506 405
	17	5 387 734
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	3 495 235
	21	3 495 235
Solde du Fonds local d'investissement	22	1 892 499

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	429 698	342 339
Supportant les engagements de prêts	24	450 000	878 550
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	879 698	1 220 889

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	2 500	1 842
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	19 406	9 778
Autres revenus	3		697
	4	21 906	12 317
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8	3 051	500
Autres charges	9	1 842	2 220
	10	4 893	2 720
Excédent (déficit) de l'exercice	11	17 013	9 597

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	54 738	225 555
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	155	218
Prêts aux entreprises	15	529 966	125 548
Provision pour moins-value	16	()	()
	17	529 966	125 548
	18	584 859	351 321
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	101 525	100 000
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	225 000	10 000
	22	326 525	110 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	258 334	241 321
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25	258 334	241 321

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27	54 738	225 555
	28	54 738	225 555

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	622 405	381 507
Excédent de fonctionnement affecté	2	755 931	706 724
Réserves financières et fonds réservés	3	2 651 072	2 863 560
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ((1 316 136)) ((548 703))
Financement des investissements en cours	5	(681 682)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 018 150	3 360 180
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 682 012	7 860 674
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	394 639	319 600
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	227 766	61 907
	11	622 405	381 507
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	12	240 624	207 034
- Fonds Parc Régionaux	13	248 453	237 336
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	489 077	444 370
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Surplus CLD. avance, prêts	22	266 854	262 354
- Avance FLS	23		
- Prêts	24		
	25	266 854	262 354
	26	755 931	706 724
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Fonds TPI	27	1 203 387	1 032 125
- Fonds Dév. économique	28	106 268	104 546
- Fonds de GMVT	29	504 670	371 401
-	30		
-	31		
	32	1 814 325	1 508 072
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	2 050	5 013
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	881 329	1 224 702
Fonds local de solidarité	44	(46 632)	125 773
Autres			
-	45		
-	46		
	47	836 747	1 355 488
	48	2 651 072	2 863 560

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 () ()	()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (3 720 235) ()	(3 505 235)
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 (3 720 235) ()	(3 505 235)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77 5 036 371	4 053 938
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 5 036 371	4 053 938
	81 (1 316 136) ()	(548 703)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (681 682) ()	
	84 (681 682)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 5 258 199	4 755 292
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 5 206 871	4 236 438
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 120	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 10 465 190	8 991 730
Ajustements aux éléments d'actif	91 (5 036 371)	(4 053 938)
	92 5 428 819	4 937 792
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (5 181 816) (5 149 607)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 50 912	66 760
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 3 720 235	3 505 235
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (1 410 669) (1 577 612)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	
	100 (1 410 669) (1 577 612)	
	101 4 018 150	3 360 180

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

- REER COLLECTIF
- FONDACTION

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 <u>180 979</u>	<u>169 356</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 <u>4</u>	<u>3</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116 <u>1 577</u>	<u>927</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 5 317	3 083
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 <u>5 317</u>	<u>3 083</u>
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	18 545	1 619 698	1 853 812
Sécurité publique				443 112
Police	54			
Sécurité incendie	55	22 500	162 757	162 757
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64	100 000	132 300	132 300
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	247 865	477 750	477 750
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	36 221	26 745	69 847
Autres	86		8 232	8 232
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	204 515	304 368	304 368
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	25 000	34 000	34 000
Réseau d'électricité	90			
	91	654 646	2 765 850	3 043 066
				2 391 598

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	14 845	14 845	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	14 845	14 845	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	399 154	399 138	399 138
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136	1 582 808	1 379 501	1 379 501
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139		34 980	34 980
	140	1 981 962	1 813 619	1 813 619
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 636 608	4 594 314	4 871 530

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	53 700	48 983	53 287
Évaluation	143	12 300	15 336	17 855
Autres	144	191 361	236 453	207 056
	145	257 361	300 772	278 198
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	15 700	1 000	1 000
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	15 700	1 000	1 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173	18 000	15 548	23 338
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177	18 000	15 548	23 338
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	291 061	317 320	302 536

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184	12 934	12 934	
Évaluation	185			
Autre	186	292 604	245 983	122 089
	187	150 881	305 538	258 917
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212			
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	987 237	1 024 807	1 061 341
	221	987 237	1 024 807	1 061 341
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	19 280	19 281	19 281
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	316	10 315	7 234
	225	19 596	29 596	26 515
Réseau d'électricité	226			
	227	1 157 714	1 359 941	1 313 320
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 448 775	1 677 261	1 512 481

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	2 500	2 800	2 675
Droits de mutation immobilière	230			
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	2 500	2 800	2 675
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	230 000	406 659	359 445
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	29 000	314 801	252 879
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(972)	(789)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		9 930	9 930
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243		248 927	231 724
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	2 962	4 816	225 762
	246	2 962	13 774	456 697
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	195 925	186 685		186 685	186 685	179 084
Greffe et application de la loi	2	281 527	364 165	13 769	377 934	377 934	425 746
Gestion financière et administrative	3	993 395	2 611 225	75 633	2 686 858	2 952 658	1 347 898
Évaluation	4	1 309 207	1 205 249	33 798	1 239 047	1 239 047	1 274 148
Gestion du personnel	5						
Autres							
-	6						
- Service d'ingénierie	7		69 644	610	70 254	70 254	
	8	2 780 054	4 436 968	123 810	4 560 778	4 826 578	3 226 876
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9						
Sécurité incendie	10	104 265	224 115	491	224 606	224 606	69 902
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	104 265	224 115	491	224 606	224 606	69 902
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14						
Enlèvement de la neige	15						
Éclairage des rues	16						
Circulation et stationnement	17						2 703
Transport collectif							
Transport en commun	18	152 201	144 401		144 401	144 401	117 000
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						195 117
	22	152 201	144 401		144 401	144 401	314 820

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	1 900	1 280		1 280	1 280
Autres	36					
Cours d'eau	37	65 465	56 923	119	57 042	57 042
Protection de l'environnement	38	5 000	5 000	57	5 057	5 057
Autres	39					
	40	72 365	63 203	176	63 379	63 379
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	18 479	18 366		18 366	52 000
	44	18 479	18 366		18 366	52 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 077 415	1 184 909	16 417	1 201 326	189 547
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 015 296	1 076 319		1 076 319	2 307 430
Tourisme	49	169 190	169 190		169 190	169 190
Autres	50	100 000	158 900	890	159 790	393 163
Autres	51	833 788	648 583		648 583	808 506
	52	3 195 689	3 237 901	17 307	3 255 208	4 108 937

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57	516 154	372 551	109 282	481 833	506 100
Expositions et foires	58					
Autres	59	9 401	174 336		174 336	9 298
	60	525 555	546 887	109 282	656 169	515 398
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	5 000	5 000		5 000	5 000
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	163 360	170 731	388	171 119	172 512
	66	168 360	175 731	388	176 119	177 512
	67	693 915	722 618	109 670	832 288	692 910
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	39 614	42 762		42 762	47 787
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					1 791
	73	39 614	42 762		42 762	49 578
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		251 454	(251 454)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Antoine-Labelle

Code géographique : AR790

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme consolidé	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	10
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement non consolidés	11
Analyse de la rémunération non consolidée	12
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	12
Frais de financements non consolidés par activités	13
Rémunération des élus	14
Questionnaire	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	3		
	Conduites d'égout	4		
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10		
	Autres infrastructures	11	696 527	696 527
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13		
	Édifices communautaires et récréatifs	14		
	Améliorations locatives	15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17		
	Ameublement et équipement de bureau	18	47 144	63 619
	Machinerie, outillage et équipement divers	19		41 960
	Terrains	20		
	Autres	21		
		22	743 671	760 146
				41 960

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23		
	Usines de traitement de l'eau potable	24		
	Usines et bassins d'épuration	25		
	Conduites d'égout	26		
	Autres infrastructures	27	696 527	696 527
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33	47 144	63 619
		34	743 671	760 146
				41 960

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 577 612	162 460	329 403	1 410 669
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 577 612	162 460	329 403	1 410 669
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	66 760		15 848	50 912
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	66 760		15 848	50 912
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	66 760		15 848	50 912
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	3 495 235			3 495 235
Autres	17	10 000	215 000		225 000
	18	3 571 995	215 000	15 848	3 771 147
	19	5 149 607	377 460	345 251	5 181 816
Dettes en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	5 149 607	377 460	345 251	5 181 816

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	5 019 356
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	681 682
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 050
--	---	-------

Débiteurs	9	50 912
-----------	---	--------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	3 720 235
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 927 841
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	1 927 841
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	1 927 841
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	1 927 841
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
79065	Chute-Saint-Philippe	76 015
79097	Ferme-Neuve	131 920
79025	Kiamika	48 189
79050	L'Ascension	62 637
79047	La Macaza	86 630
79078	Lac-des-Écorces	144 218
79015	Lac-du-Cerf	50 410
79060	Lac-Saguay	50 275
79105	Lac-Saint-Paul	40 018
79088	Mont-Laurier	431 046
79110	Mont-Saint-Michel	33 097
79030	Nominingue	180 621
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	82 468
79005	Notre-Dame-du-Laus	186 007
79037	Rivière-Rouge	221 607
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	47 395
79115	Sainte-Anne-du-Lac	39 809
NR790	Antoine-Labelle	15 479

1

1 927 841

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	743 671	38 253
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	743 671	38 253

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
79065	Chute-Saint-Philippe	96 010
79097	Ferme-Neuve	170 782
79025	Kiamika	69 299
79050	L'Ascension	77 509
79047	La Macaza	141 419
79078	Lac-des-Écorces	159 389
79015	Lac-du-Cerf	76 391
79060	Lac-Saguay	61 474
79105	Lac-Saint-Paul	54 116
79088	Mont-Laurier	860 883
79110	Mont-Saint-Michel	41 132
79030	Nomingue	285 677
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	114 649
79005	Notre-Dame-du-Laus	243 765
79037	Rivière-Rouge	339 559
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	61 468
79115	Sainte-Anne-du-Lac	51 933
NR790	Antoine-Labelle	40 241
	1	2 945 696

Certaines municipalités

	2	
	3	2 945 696

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1	(903)	(903)	9 946
Évaluation	2	1 136 907	1 136 907	1 072 330
Autres	3	779 823	779 823	746 101
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	9 475	9 475	8 780
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11	16 900	16 900	17 000
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17			
Matières recyclables	18			
Autres	19	607	607	10 391
Cours d'eau	20	40 704	40 704	35 298
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			500
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25	360 842	360 842	362 694
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27	579 132	579 132	579 132
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29	14 209	14 209	11 900
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31	8 000	8 000	6 067
	32	2 945 696	2 945 696	2 860 139

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	15 317,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	4,00	60,00	***	***	***
Cols blancs	3	48,00	35,00	58 556,00	***	***	***
Cols bleus	4				***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6				***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	59,00		73 933,00	***	***	***
Élus	9	27,00			151 225	15 648	166 873
	10	86,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	100 000				100 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	4 452 724		41 590		4 494 314
	17	4 552 724		41 590		4 594 314

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	471	717
Évaluation	2	1 670	3 107
Autres	3	33 157	39 231
	4	35 298	43 055
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	3 051	
Autres	34		
	35	3 051	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	4 413	6 523
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	4 413	6 523
Réseau d'électricité			
	40		
	41	42 762	49 578

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
ASSELIN-BÉLISLE, FRANCINE	5 454	2 727
BEAUREGARD, CÉLINE	4 070	2 035
BOURDON, DANIEL	10 465	
BRAULT, ANNICK	3 533	1 767
CHARETTE, DENIS	10 948	
DÉCARIE, GEORGES	9 283	4 642
DEJARDINS, YVES	172	86
DION, MICHEL	3 441	1 720
DIOTTE, LUC	3 228	1 614
ÉTHIER, DENIS	81	40
ÉVÉQUOZ, ANDRÉ-MARCEL	2 647	1 323
FLAMAND, PIERRE	7 578	3 789
GAGNÉ, PIERRE	343	172
LAMBERTZ, ROBERT	172	86
LAROCHE, FRANCINE	6 676	3 338
LAUZON, PAULINE	172	86
LEBLANC, ROBERT	172	86
OUIMET, DANIELLE	2 733	1 366
PILOTE, GILBERT	28 223	8 633
QUÉVILLON, COLETTE	3 701	1 851
ROY, STÉPHANE	2 555	1 278
ST-AMOUR, NORMAND	4 592	2 296
ST-DENIS, LUC	2 493	1 247
THÉRIEN, CHANTAL C	172	86

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | |
|--|----------------------------|---------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | _____ \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****Les questions 10 à 13 s'adressent aux MRC seulement**

10. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

31 32

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

11. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?

33 34

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente :

Entente conclue avec la MRC d'Antoine-Labelle, la MRC d'Argenteuil, la MRC des Pays-d'en-Hauts et la MRC des Laurentides concernant la fourniture de services professionnels pour la gestion des programmes d'aménagement durable des forêts.

12. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le Code municipal en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?

35 36

13. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?

37 38

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences :

- Terres publiques intra-municipales (TPI)
- Gestion de mise en valeur du territoire (Baux de villégiature)
- Parc Régionaux
- Gestion des constats d'infraction émis par la SQ sur les routes numérotées traversant le territoire desservi par la cour municipale.

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Mylène Mayer , atteste que le rapport financier consolidé de Antoine-Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-25.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Antoine-Labelle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Antoine-Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Antoine-Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-21 10:53:58

Date de transmission au Ministère : 2019/06/26

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Antoine-Labelle

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	9 124 306	7 295 541	9 940 460	1 504 751	10 433 432
Investissement	2			14 845		14 845
	3	9 124 306	7 295 541	9 955 305	1 504 751	10 448 277
Charges	4	8 416 067	7 056 582	9 141 788	1 496 911	9 626 920
Excédent (déficit) de l'exercice	5	708 239	238 959	813 517	7 840	821 357
Moins : revenus d'investissement	6	()	()	(14 845)	()	(14 845)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	708 239	238 959	798 672	7 840	806 512
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	283 844		251 454	4 673	256 127
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	10 000			162 460	162 460
Remboursement de la dette à long terme	10	(311 488)	(329 516)	(329 403)	()	(329 403)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(190 008)	(29 800)	(47 144)	(16 595)	(63 739)
Excédent (déficit) accumulé	12	(806 905)	120 357	(954 817)		(954 817)
Autres éléments de conciliation	13	1 027 130		1 233 871	12 000	1 245 871
	14	12 573	(238 959)	153 961	162 538	316 499
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	720 812		952 633	170 378	1 123 011

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2017	2018	2017
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 691 035	4 634 407	5 509 943
Débiteurs	2	1 250 734	1 507 126	1 526 577
Placements de portefeuille	3	1 045 383		120
Autres	4	4 053 938	5 036 371	5 206 871
	5	11 041 090	11 177 904	12 243 511
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	5 149 607	5 019 356	5 181 816
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	3 316 273	3 257 313	3 659 689
	10	8 465 880	8 276 669	8 841 505
Actifs financiers nets (dette nette)	11	2 575 210	2 901 235	3 402 006
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	4 750 150	5 241 255	5 258 199
Autres	13	23 411	19 798	21 807
	14	4 773 561	5 261 053	5 280 006
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	319 600	394 639	622 405
Excédent de fonctionnement affecté	16	444 370	489 077	755 931
Réserves financières et fonds réservés	17	2 863 560	2 651 072	2 651 072
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 ((548 703)) ((1 316 136)) ((1 316 136)) (
Financement des investissements en cours	19		(681 682)	(681 682)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	3 172 538	3 993 046	4 018 150
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	7 348 771	8 162 288	8 682 012

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	23	240 624	207 034
- Fonds Parc Régionaux	24	248 453	237 336
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	489 077	444 370
Organismes contrôlés et partenariats	33	266 854	262 354
	34	755 931	706 724
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 651 072	2 863 560
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	3 407 003	3 570 284

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 927 841
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 927 841

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 410 669	1 577 612
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	50 912	66 760
Autres	8	3 720 235	3 505 235
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	5 181 816	5 149 607

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11				
Compensations tenant lieu de taxes	12				
Quotes-parts	13	2 860 139	2 945 696	2 945 696	2 945 696
Transferts	14	3 860 042	2 636 608	4 579 469	4 856 685
Services rendus	15	1 559 555	1 448 775	1 677 261	1 630 640
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	362 120	232 500	409 459	409 459
Autres	17	482 450	31 962	328 575	590 952
	18	9 124 306	7 295 541	9 940 460	10 433 432
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21			14 845	14 845
Autres	22				
	23			14 845	14 845
	24	9 124 306	7 295 541	9 955 305	10 448 277

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	2 780 054	4 436 968	123 810	4 560 778	4 826 578	3 226 876
Sécurité publique							
Police	2						
Sécurité incendie	3	104 265	224 115	491	224 606	224 606	69 902
Autres	4						
Transport							
Réseau routier	5						2 703
Transport collectif	6	152 201	144 401		144 401	144 401	117 000
Autres	7						195 117
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8						
Matières résiduelles	9	1 900	1 280		1 280	1 280	9 954
Autres	10	70 465	61 923	176	62 099	62 099	65 714
Santé et bien-être	11	18 479	18 366		18 366	18 366	52 000
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 077 415	1 184 909	16 417	1 201 326	189 547	640 663
Promotion et développement économique	13	1 284 486	1 404 409	890	1 405 299	2 636 410	2 659 768
Autres	14	833 788	648 583		648 583	648 583	808 506
Loisirs et culture	15	693 915	722 618	109 670	832 288	832 288	692 910
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	39 614	42 762		42 762	42 762	49 578
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	7 056 582	8 890 334	251 454	9 141 788	9 626 920	8 590 691
Amortissement des immobilisations	20		251 454	(251 454)			
	21	7 056 582	9 141 788	0	9 141 788	9 626 920	8 590 691

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3